

POLITIQUE

hebdo

17 au 23 avril 1975

numéro 170, 4 F

L'ENJEU PORTUGAIS

(pages 3 à 8)



dans ce numéro

le premier supplément
"débat unitaire" :
L'ANTIMILITARISME
RÉVOLUTIONNAIRE

(pages 17 à 32)



sommaire

Politique

- 17 à 32 Supplément "débat unitaire" : l'antimilitarisme révolutionnaire
 40 Nouvelles de toute la France
 48 Douze semaines pour un permis de tuer



Social

- 33 à 35 Le textile français "dans de beaux draps"
 36 Le front social
 37 à 39 L'empire Peugeot (III) : la cour du Lion

Civilisation

- 41 Les risques du nucléaire
 42 à 45 Le Festival de Royan
 42 et 47 Des films, des livres, de la musique



Étranger

- 3 à 8 L'enjeu portugais — La contre-offensive du capitalisme international — De l'orchestre noir à l'ELP
 9 et 10 Vietnam : réalités et perspectives du mouvement urbain — Cambodge : les derniers hésitants
 11 à 13 Kurdistan : les raisons d'une défaite
 14 et 15 Algérie : les reconversions de Giscard
 16 Tchad : putsch à la française



En couverture :
 une affiche du MFA pour la campagne de "dynamisation culturelle"

où acheter les billets de la fête

- **SOIT PAR CORRESPONDANCE**
 (coupon-ci-contre)
- **SOIT A PARIS :**
 Librairie Parallèle
 47, rue St-Honoré, 1er
 Librairie La Puce à l'Oreille
 19, rue des Rosiers, 4e
 Restaurant La Canaille
 4, rue Crillon, 4e
 Pizza du Marais
 10, rue des Blancs-Manteaux, 4e
 Malourène
 9, rue Lacépède, 5e
 Librairie Dérives
 1, rue des Fossés-St-Jacques, 5e
 Librairie Alternatives
 11, rue Bernard-Palissy, 5e
 Librairie Espagnole
 72, rue de Seine, 6e
 Librairie Hispano Américaine
 26, rue Monsieur-le-Prince, 6e
 Cinéma St-André-des-Arts
 30, rue St-André-des-Arts, 6e
 Cinéma Action Christine
 4, rue Christine, 6e
 Cinéma Studio Git-le-Cœur
 12, rue Git-le-Cœur, 6e
 La Pensée Sauvage
 7, rue de l'Odéon, 6e
 (de Midi à Minuit et Dimanche après-midi)
 Cinéma Action Lafayette
 9, rue Buffault, 9e
 Cinéma 14 juillet
 4, bd Beaumarchais, 11e
 Cinéma Action République
 18, rue du Fg-du-Temple, 11e
 Artistic Voltaire
 45 bis, rue Richard-Lenoir, 11e
 Liaisons Directes
 4, rue d'Aligre, 12e
 La Cour des Miracles
 23, avenue du Maine, 14e
 Olympic
 10, rue Boyer-Barret, 14e
 Librairie Plasma
 58, rue des Moines, 17e
- **EN BANLIEUE**
 Librairie Chez André
 à St-Mandé (94) 107, av. de Paris
 M J C de la Vallée-de-Chevreuses
 40, rue Charles-de-Gaulle
 Bures-sur-Yvette (78)
- **EN PROVINCE**
 Librairie La Taupe
 Le Mans (72) 2, quai Amiral-Lalande

Politique-Hebdo

14-16, rue des Petits-Hôtels, Paris-10e. Téléphone 246-72-52. Prix de l'exemplaire : France : 4 F. Étranger : Belgique : 40 FB. Canada : 1,20 \$.
 Italie : 700 lire. Luxembourg : 4 F. Portugal : 25,50 escudos. Suède : 7 couronnes. Suisse : 4 FS. USA : 1,75 \$. CCP 32 760-99 - La Source.
 Rédaction : Paul Blanquart, Claude Boris, Louis-Jean Calvet, Khemsis Chamari, Pierre Clermont, Jean-Michel Damian, Hervé Delia, Roger Dossa, Jean Duflot, Huguette Foget, Emmanuel Gabey, Hervé Hamon, Blandine Houdart, Pierre Jérôme, Anouar Khaled, Michèle Lambert, Philippe Labrousse, Evelyne La Garrec, Albert-Paul Lentin, Jean Meygaj, Paul Noiroit (rédacteur en chef), Gisèle Rebou, Gilles Sandier, Lotfollah Sofman, Anne Valer, Daniel Vasthy.

Design - Maquette : Philippe Bertrand, Michèle Iraragui, Jean Kerleroux, Jean-Pierre Lecoindre, Jean-Paul Miroglio.

Administration : Monique Bigot, Anne Grimal, Alain Reuch, Théo Rodriguez.

Publicité au journal : 246.72.52 : Théo Rodriguez.

Distribué par NMPP. Copyright « Politique-Hebdo ». Directeur de publication : Henri Blanc.

Édité par la SARL Politique Hebdomadaire. Imprimerie IMB, 15, rue du Louvre, 75001 Paris.

Dépôt légal 2e trimestre 1975 - N° 47

N° de la Commission Paritaire N° 50670

j'irai à la fête de la libre expression

Nom

Adresse

Je désire 1 billet valable 1 jour (15 F) (1)

Je désire 1 billet samedi-dimanche (25 F)

Je désire 3 billets (50 F)

Ci-joint mon règlement

Politique Hebdo, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 PARIS - Tél. 246-72-52.

Tous les chèques bancaires ou postaux, doivent être libellés à l'ordre de « Politique Hebdo ». C. C. P. La Source 32 760 99.

1) Cocher la case correspondant à votre choix.



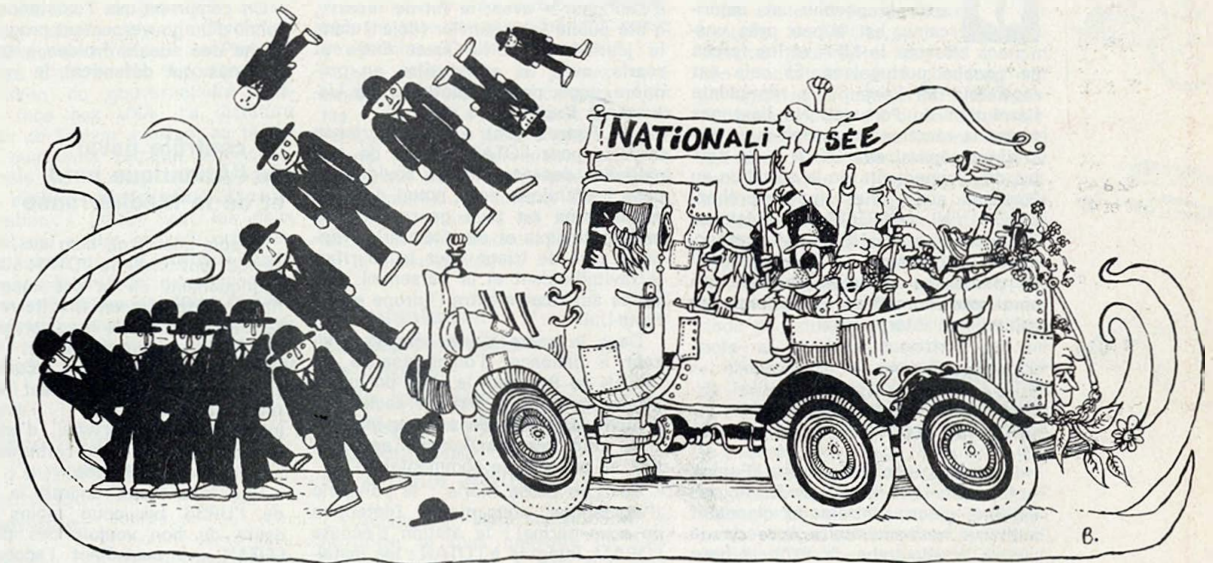
dernière semaine pour l'offre à 50 F



les affiches sont là !

Vite, camarades, on demande des colleurs d'affiches bénévoles avec camionnettes, seaux, balai... et des gens sachant taper à la machine ainsi que des tuyaux pour avoir du matériel de décoration, d'aménagement (échaffaudage, bâches, peinture...)

PORTUGAL: VERS LE SOCIALISME?



Les militaires peuvent-ils être le moteur d'une révolution socialiste si, à terme, ils ne se fondent pas au sein des forces populaires en offensive ? Certains militaires, comme, cette semaine, le colonel Leal de Almeida, commandant le RAL 1, se prononcent pour une telle fusion.

Mais est-il aujourd'hui opportun, au Portugal, de précipiter la marche dans ce sens ? Ou n'en se fasse pas en effet d'illusions. Quarante années de dictature salazariste ont dépolitisé le pays en profondeur. Les masses paysannes du nord sont jusqu'à présent extérieures au processus. Les élections donneront certainement la majorité aux partis réformistes et de droite. Et dans de nombreux secteurs de l'opinion se manifeste déjà un réflexe d'« ordre »... Que se passerait-il si les militaires ne garantissaient plus l'acquis ?

S'il semble donc qu'il faille éviter tout ce qui pourrait affaiblir le MFA, ne retombe-t-on pas dans le risque d'un système autoritaire, apparenté au modèle soviétique, ou de type péruvien ? Dans les deux cas, même si l'orientation était celle d'un progressisme « non aligné », on resterait loin du socialisme...

Il semble bien cependant que la perspective « péruvienne » soit désormais dépassée. Au terme d'une séance de travail de 11 heures, jeudi dernier, avec l'équipe économique du gouvernement, le Conseil de la Révolution — instance suprême du pouvoir au Portugal — vient de publier un texte programme. Les axes essentiels en sont : 1) le contrôle organisé des travailleurs sur la production ; 2) la fixation d'un revenu maximum pour toutes les catégories sociales ; 3) le blocage des prix des produits alimentaires de base ; 4) la poursuite et l'extension accélérée des nationalisations dans les secteurs-clés (transports, énergie, télécommunications, sidérurgie, pétrochimie) ; 5) un programme progressif de réforme agraire ; 6) la mobilisation des travailleurs

sur la création d'emplois productifs (beaucoup de ceux qui existent aujourd'hui ne le sont pas).

De bonne source, nous savons qu'au cours de cette séance du Conseil de la Révolution, la question s'est posée en ces termes : pour faire face à la très grave situation économique du pays, due à la fois à la crise du capitalisme et au processus révolutionnaire, on peut soit réprimer la classe ouvrière, soit prendre des mesures qui engagent sans retour dans la voie socialiste. C'est la seconde attitude qui a été délibérément adoptée.

Alors, Portugal socialiste ? Le principe du contrôle ouvrier est certes affirmé, mais il s'agit d'un contrôle « organisé ». Par qui ? Par le parti communiste, seule force populaire vraiment organisée ? Par certains groupes d'extrême-gauche, FEC, UDP, bien implantés dans la classe ouvrière, mais de mœurs plutôt staliniennes ? On souhaite certes la naissance d'une grande force réunissant la gauche socialiste et la gauche révolutionnaire, mais elle est, pour l'heure, bien embryonnaire... Le risque est donc grand de voir les nationalisations conduire à un capitalisme bureaucratique d'Etat, en raison d'une organisation autonome insuffisamment large et offensive des classes exploitées.

Nous touchons là à ce qui constitue, depuis le départ, l'ambiguïté du processus portugais : on peut, certes, se servir des militaires mais, quelles que soient les bonnes intentions de ceux-ci, ils ne peuvent se substituer aux masses. Les pas déjà accomplis n'en sont pas moins immenses. Et il faut espérer que les efforts de nos camarades portugais pour mobiliser et « conscientiser » leurs frères de classe porteront assez rapidement leurs fruits pour que la chance historique du socialisme — qui se présente aujourd'hui au Portugal — soit saisie.

l'enjeu portugais

Depuis l'échec et la fulte de Spinoza, la presse bourgeoise, européenne et américaine, est à peu près unanime à attaquer le MFA et les forces de gauche portugaises. Et cela est révélateur de l'enjeu que représente l'évolution du Portugal. Ne l'est pas moins la réaction de Joseph Luns, secrétaire général de l'OTAN (« Je suis les développements de la situation au Portugal avec une vive appréhension »). Ni celle d'Henry Kissinger déclarant que les USA sont « préoccupés »... C'est que le développement du processus portugais menace, en cinq points sensibles, la stratégie du capitalisme international.

Les bases militaires de l'OTAN dans les Açores

Presque à mi-chemin entre l'Europe et les États-Unis, l'archipel des Açores est une pièce centrale du dispositif militaire nord-américain. Lors de la guerre israélo-arabe de 1973, la base aérienne de Lajes, dans l'île de Terceira, fut, et de loin, la principale escale (ravitaillement en combustible) du pont aérien en direction d'Israël. Depuis l'embargo pétrolier décrété par l'OPEP, l'importance des Açores s'est encore accrue. En cas de nouveau conflit au Moyen-Orient, aucun pays d'Europe n'est en effet disposé, de gaieté de cœur, à subir des représailles de la part de l'OPEP en laissant l'US Air-Force utiliser son territoire pour ravitailler Israël en matériel de guerre.

Or, avec l'ouverture de la politique extérieure portugaise en direction des pays arabes, ouverture appuyée par l'option résolument anti-impérialiste de ceux qui gouvernent à Lisbonne, les généraux du Pentagone ne se font aujourd'hui aucune illusion sur la réponse du Portugal à une nouvelle demande d'utiliser Lajes dans le conflit moyen-oriental : elle sera négative.

Si l'on en croit un document émanant du ministère des Affaires étrangères, cette situation provoque une vive inquiétude en République fédérale d'Allemagne. En cas de nouveau conflit, celle-ci ne se trouverait-elle pas obligée d'assumer le rôle de « dernier représentant de la force aérienne nord-américaine en Europe » ? Ce document, qui accusait le gouvernement de Bonn de préparer avec l'aide de la CIA — sous la direction locale de Carlucci, ambassadeur américain à Lisbonne — et du professeur

Fritz Caspari, ambassadeur allemand dans la capitale portugaise, un coup d'Etat pour « avant la fin de mars », a été publié le 31 janvier (déjà !) dans le journal de Berlin-Ouest *Extra* et repris, avec un grand titre en première page, par le quotidien de Lisbonne *A Capital*, le 3 mars.

Les Açores sont d'une importance capitale pour l'OTAN : base de surveillance des sous-marins soviétiques dans l'Atlantique nord, nœud de communications en tous genres, centre météorologique et de télégraphie, véritable gare de triage pour le courrier, le ravitaillement et le personnel militaires américains entre l'Europe et les États-Unis.

Dans le cadre d'une campagne visant à dénoncer l'omniprésence de l'OTAN au Portugal, le MES portugais (Mouvement de la Gauche socialiste) a mené une enquête sur les installations militaires des Açores. Les résultats se passent de commentaires.

Sur l'île Santa Maria : le polygone d'acoustique sous-marine (détection de sous-marins) ; la station d'écoute LORAM, intégrée à l'OTAN ; les installations du Pico Alto, munies d'un matériel ultra-moderne et interdites au public ; le montage de systèmes de bouées océanographiques. Sur l'île de Sao Miguel : les dépôts de la POLNATO à Ponta Delgada, dont une partie du port est réservée aux navires de l'OTAN ; le centre de communications OTAN reliant les quartiers généraux européens de l'OTAN aux USA. Sur l'île Terceira : la base aérienne de Lajes (US Air-Force) ; le port de la Praia de Vitoria utilisé par la marine américaine. Sur l'île Flores : la station française de télémesure (pour les essais des missiles français) ; une piste d'aviation construite par la France ; l'OTAN prévoit la prochains installa-

tion d'une station d'écoute semblable à celle de Santa Maria.

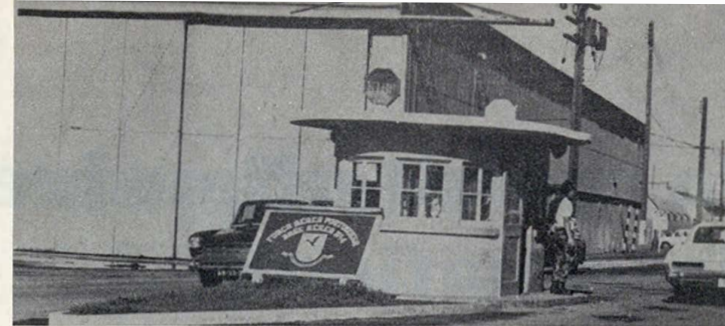
On comprend que l'existence à Lisbonne d'un gouvernement progressiste donne des sueurs froides à tous les galonnés qui défendent le « monde libre » !

Le contrôle naval de l'Atlantique nord et de la Méditerranée

Depuis quatre ou cinq ans, le commandement naval de l'OTAN s'inquiète publiquement de la présence de la flotte soviétique en Méditerranée, et ne manque pas une occasion pour dénoncer la « menace rouge » contre le « ventre mou » de l'Europe. Le 25 avril portugais lui vaut une terreur supplémentaire : l'éventuelle installation, au Portugal, d'une base de ravitaillement en carburant pour les navires soviétiques.

Une telle base rendrait la marine de l'URSS beaucoup moins dépendante du bon vouloir des pays de l'OTAN qui contrôlent l'accès à la Mer Noire, et des relations — toujours difficiles — avec l'Égypte. Elle constituerait en outre une escale idéale pour les navires se rendant à Cuba. L'URSS disposerait ainsi d'un point d'appui maritime de part et d'autre de l'Atlantique nord.

On comprend que les amiraux de l'OTAN se sont montrés « très préoccupés » lorsque, en janvier, l'URSS demandait au gouvernement portugais de pouvoir disposer d'un port d'escale pour sa flotte de pêche, ou lorsque le secrétariat d'Etat portugais aux transports et aux communications déclarait, le 15 mars, qu'il étudiait la demande d'une compagnie portugaise d'obtenir la permission de ravitailler



Ci-contre et ci-dessous, la base de Lajes

en carburants les navires marchands soviétiques à Madère.

Pour l'OTAN, la première conséquence — paradoxale — de l'évolution de la situation intérieure au Portugal aura été d'augmenter le pouvoir de négociation du gouvernement franquiste face aux USA. La dictature fasciste de Franco a exigé, au terme de la quatrième réunion américano-espagnole du 13 mars à Washington, que le simple « accord d'amitié et de coopération » (1970) liant les deux pays, et qui expire en août prochain, soit remplacé par un véritable traité qui devrait permettre aux Espagnols d'entrer officiellement dans l'OTAN. Sinon, le gouvernement espagnol menace de fermer les bases américaines de Torrejon (Madrid) et de Moron (Séville) !

Les incertitudes de « l'ouverture démocratique » en Espagne

L'offensive des masses populaires au Portugal, qui se reflète dans les positions de plus en plus anti-capitalistes des gouvernants de Lisbonne, est un motif de grande inquiétude pour tous ceux qui cherchent à imposer au prolétariat espagnol une transition pacifique au... Marché commun.

L'anxiété de la bourgeoisie espagnole — et, au-delà, du capitalisme européen dans son ensemble — quant à sa capacité de contrôler le développement des luttes pour le socialisme, ne peut que se renforcer lorsqu'elle voit l'impact de l'évolution actuelle du Portugal sur la classe ouvrière d'Espagne : c'est par milliers

que les Espagnols vont à Lisbonne lors des week-ends, en particulier pour Pâques, y discutent avec passion, affluent aux permanences des partis de gauche et d'extrême-gauche.

Déjà, alors que la presse nord-américaine relance sa campagne sur les « dangers d'une guerre civile au Portugal » et va jusqu'à poser le problème d'une intervention militaire espagnole (New York Herald Tribune du 19 mars), les noyaux durs de la Phalange utilisent les événements portugais pour dénoncer les « dangers de la libéralisation ».

L'implantation du néo-colonialisme en Angola et le maintien de l'équilibre politique pro-occidental en Afrique australe

L'Angola est, sans aucun doute, le territoire le plus convoité de l'« empire portugais ». Ses richesses naturelles et sa position stratégique lui confèrent un rôle central dans l'actuel développement des rapports de force politiques dans l'ensemble de l'Afrique australe. La direction que prendra l'Etat indépendant angolais est donc déterminante pour l'équilibre des forces dans cette région du monde.

Actuellement, les pays impérialistes et les grandes compagnies pétrolières multinationales interviennent directement pour promouvoir et accentuer les divisions au sein du peuple angolais, en appuyant les mouvements pro-capitalistes de Roberto Holden (FN LA) et de Jonas Savimbi (UNITA), et

en essayant d'isoler et de liquider le MPLA (cf. PH n° 163).

La seule force « externe » sur laquelle le MPLA peut aujourd'hui compter pour faire face au complot néo-colonialiste est le gouvernement portugais et l'armée du MFA qu'Agostinho Neto, dirigeant du MPLA, a qualifiée de « quatrième mouvement de libération ». En effet, les accords de Penla, passés le 15 janvier entre les trois mouvements angolais et le gouvernement de Lisbonne, ont fait de ce dernier le garant de la passation des pouvoirs en Angola. Les tâches du Haut-Commissaire (représentant du Portugal en Angola pendant la période de transition), définies par l'article 13 de ces accords, vont de « sauvegarder et garantir l'intégrité du territoire angolais » jusqu'à « garantir et dynamiser le processus de décolonisation », en « assurant que le présent accord soit tenu ainsi que tous les autres qui seront passés entre les mouvements de libération et l'Etat portugais ». Pour que ces tâches puissent être assurées, « l'état-major unifié est placé sous l'autorité directe du Haut-Commissaire » (art. 31), tandis que les « forces militaires mixtes » sont composées à 50 % de militaires des forces armées portugaises (art. 32).

L'influence du gouvernement portugais est donc directe dans la définition des objectifs, de la nature et des formes du futur gouvernement angolais indépendant. Le MPLA a toujours déclaré qu'un recul ou une avancée du mouvement populaire au Portugal signifiait automatiquement un recul ou une avancée en Angola.

C'est pourquoi la renforcement de l'initiative révolutionnaire des masses portugaises inquiète profondément les immenses intérêts qui cherchent à maintenir par tous les moyens la surexploitation du travailleur angolais et le pouvoir du capitalisme blanc dans l'ensemble de l'Afrique australe.

Le maintien des intérêts capitalistes au Portugal et l'attaque, articulée internationalement, contre la classe ouvrière européenne

L'aspect le plus important des derniers événements au Portugal est sans doute le formidable exemple subversif



la contre offensive internationale du capitalisme

que donne le prolétariat portugais à ses frères de classe européens. Le syndicat des employés de banque qui impose au gouvernement la nationalisation des banques ; les ouvriers agricoles qui, en occupant de grands domaines du sud, obligent les autorités à accélérer la mise en route du projet de réforme agraire ; des soldats qui lèvent le poing lors d'une manifestation de rue contre l'OTAN et l'impérialisme américain, et qui participent de plus en plus aux prises de décision à l'intérieur du MFA (cf. PH n° 169) ; une partie des Forces armées engagées dans des campagnes de « dynamisation culturelle » ; des dizaines d'entreprises en autogestion : ce sont là seulement quelques exemples de l'immense mobilisation des masses populaires au Portugal. C'est cette combativité du prolétariat portugais qui hante les cauchemars de tous les exploités d'Europe. ■

Face à l'évolution de la situation au Portugal, le capitalisme international n'a donc plus qu'une obsession : rétablir coûte que coûte, et au plus vite, son « ordre » et sa « normalité ». Sa tactique est maintenant rodée : mise au point en 1964 au Brésil, appliquée avec succès au Chili en 1972-73, elle est connue sous le nom de « déstabilisation ». Au Portugal, elle vise à créer le chaos économique, à susciter des tensions sociales et politiques entraînant le discrédit de l'avant-garde révolutionnaire, la division du MFA, l'isolement du PC.

Pour ce faire, l'agression capitaliste joue simultanément de deux méthodes, complémentaires et interdépendantes. La première consiste à attaquer en force sur tous les fronts, tant au dehors qu'au dedans : sabotage de l'économie, isolement international, réorganisation des forces réactionnaires au Portugal même, offensive contre les « maillons faibles » du processus. La seconde utilise la social-démocratie, européenne et portugaise, comme facteur de division au sein des luttes ouvrières. Ce n'est pas un hasard si l'ambassadeur US à Lisbonne, l'agent de la CIA Frank Cariucci — qui opérait au Congo lors de la sécession katangaise et de l'assassinat de Lumumba, puis au Brésil, de 1965 à 1969, pendant toute la phase de démantèlement des organisations de gauche —, est un spécialiste de l'infiltration dans les organisations ouvrières.

par deux voies

La première dynamique, putschiste, est portée par une coalition directement liée aux intérêts d'Etat nord-américains et ouest-allemands. La tentative de coup d'Etat « constitutionnel » du tandem Spínola-Palma Carlos, en juillet 1974, fut le « baptême du feu » de cette coalition qui s'est depuis lors précisée et durcie avec la tentative de coup d'Etat de la « majorité silencieuse » du 28 septembre 1974 et celle du 11 mars dernier. On y trouve les grands capitalistes portugais, membres de la trentaine de familles qui contrôlent près de 60 % des investissements au Portugal : Champalimaud, actuellement à Paris ; Pinto de Magalhães, aujourd'hui en fuite au Brésil ; des représentants de la famille Espírito Santo, arrêtés après le 11 mars ; la famille Melo, du groupe CUF qui est le plus puissant du Portugal. On y trouve également, alliés à ces familles, les représentants des grands latifundiaires de l'Alentejo et des hobereaux de Trás-os-Mon-

tes, une bonne partie des petits notables fascistes et des grands et moyens fonctionnaires de l'ancien régime, des secteurs importants du clergé et de la hiérarchie catholiques.

Ce regroupement est fortement soutenu par les grandes entreprises multinationales qui ont des intérêts au Portugal : ITT, General Tire and Rubber, le groupe brésilien Walter Moreira Saies, et bien d'autres. Il compte sur l'appui de bases d'armée, en particulier des officiers « spinolistes ». Ses expressions politiques sont le Centre Démocratique et Social (CDS) et le Parti Démocrate Chrétien (PDC, déclaré illégal en raison de sa participation au putsch du 11 mars, et dont le président, le major Sanchez Osorio, est en fuite), partis de la droite classique, et le Parti Populaire Démocratique (PPD), de centre droit et membre de la coalition gouvernementale.

C'est du reste autour de ce PPD que pivote la stratégie putschiste. Impliqué dans toutes les tentatives spinolistes de coup d'Etat, il ne doit son maintien au gouvernement qu'à la pression des gouvernements européens et nord-américain et aux positions encore occupées par la droite dans l'armée. En cas de victoire de la réaction, le PPD pourrait faire le pont entre les partis d'extrême-droite et un parti socialiste épuré de ses éléments progressistes et toléré comme seule opposition légale, permettant ainsi aux putschistes de maintenir une façade « démocratique ».

L'autre instrument dont se sert — et que promeut — l'agression impérialiste, est la dynamique électoraliste. Le pivot politique de cette stratégie est l'aile droite du PS avec, à sa tête, Mario Soares. Le rôle de cette faction est double : dévier les luttes populaires vers le terrain électoral — freinant ainsi leur développement, empêchant leur coordination, isolant les avant-garde de classe —, constituer le fer de lance bourgeois de la lutte contre la « longue marche » du PCP dans les institutions. La perspective est ici la consolidation d'une démocratie bourgeoise « à l'européenne », une coalition gouvernementale PS-PPD avec le PCP dans l'opposition. Solution qui n'est pas la plus souhaitée par le capital international, mais qui représente pour lui le moindre mal tant que les masses populaires maintiennent leur offensive et que le MFA garde un minimum de cohésion interne.

L'échec du 11 mars a montré qu'il n'existait pas encore, à l'intérieur du Portugal, une base politique assez solide pour imposer un putsch de

droite. En attendant qu'elle se constitue, et pour l'y aider, la réaction agit donc à partir de l'extérieur. La campagne de désinformation que mène la grande presse internationale à propos du Portugal a pour objectif de désamorcer les solidarités que pourraient susciter les luttes des travailleurs portugais dans les pays (Espagne, pays du Marché commun, USA, Brésil, etc) qui doivent servir de bases d'appui à l'offensive contre-révolutionnaire. Cette offensive, ainsi préparée se déploie sur quatre plans.

Premier plan : l'isolement politique du régime portugais, en multipliant les pressions exercées par les gouvernements occidentaux. La liste en est édifiante. Nous avons déjà parlé des « inquiétudes » de Joseph Luns, secrétaire général de l'OTAN, et de Carlucci. Le 30 mars, la presse nord-américaine découvre que les USA ont d'énormes « réticences » à communiquer aux autorités portugaises des documents confidentiels relatifs à la stratégie militaire de l'alliance atlantique. Aiors que se déroulent au large des côtes portugaises de nouvelles manœuvres de la flotte de l'OTAN (non de code : « Trame »), les gouvernements nord-américain, ouest-allemand, belge et britannique s'adressent (« indépendamment l'un de l'autre ») au gouvernement portugais pour lui faire part de leurs « préoccupations quant à l'avenir de la démocratie au Portugal ».

coïncidence

Le ministre des Affaires étrangères ouest-allemand, Hans-Dietrich Genscher, se rend en voyage officiel les 4 et 5 avril à Madrid pour y discuter avec son homologue franquiste de la situation politique dans la péninsule ibérique. Ce voyage coïncide avec la cinquième réunion hispano-nord-américaine sur le renouvellement de l'accord d'utilisation par les USA de bases militaires espagnoles. En promettant au franquisme une meilleure reconnaissance internationale et la place laissée vide par le Portugal dans l'alliance atlantique, les USA et la RFA s'assurent une participation active de l'Espagne au plan d'encerclément du Portugal.

Cette « sainte alliance » avait été dénoncée par Federico Villagran, directeur du journal *Correo de Andalucía*, qui, le 25 mars, affirmait qu'un corps expéditionnaire américain, fort de 7000 « marines » entraînés en Allemagne, avait débarqué le soir du 10 mars à la base espagnole de Rota pour intervenir éventuellement en fa-

veur des putschistes portugais.

Autour des deux « grands » (USA et RFA), les roquets s'agitent : le CDS ne doit d'avoir échappé à l'interdiction qu'à l'intervention de Giscard. Ajoutons pour la note comique la protestation de Radio Vatican, le 27 mars, contre la mise hors-la-loi du PDC portugais qui « prive ainsi le peuple du droit d'exprimer librement son choix ».

« bien voter »

Mais l'offensive la plus violente vient, encore une fois, de l'Allemagne de l'Ouest. Le 4 avril arrivaient à Lisbonne Kai-Uwe von Hassel, dirigeant de l'Union Européenne des Démocrates Chrétiens et vice-président du Bundestag, Jurgen Wanke, représentant la CSU, et le député CDU Walter Leisler Kiep. Après s'être entretenus avec les principaux dirigeants du CDS et du PDC portugais, ils intervenaient auprès du président Costa Gomes et de Vasco Gonçalves pour obtenir l'annulation du décret interdisant le PDC. Ils déclaraient à la presse qu'ils ne pourraient que déconseiller les investissements étrangers au Portugal, car « il n'existe pas la confiance nécessaire qui assure et couvre les risques ». Au moment de partir, von Hassel a même été jusqu'à dire que l'Allemagne fédérale ne respecterait le résultat des élections portugaises « qu'à la condition qu'elles soient vraiment libres, tous les partis y participant sur un pied d'égalité ».

La social-démocratie européenne y va aussi de ses pressions. Il s'agit pour elle d'aider le Portugal à « bien voter », en promettant des investissements pour le cas où se mettrait en place une bonne démocratie bourgeoise, garantie par Mario Soares et l'aile droite du PS portugais. Le technicien, dans ce cas, est de renforcer cette aile droite et de promouvoir le « produit » Soares, « celui qui déliera la bourse des investisseurs étrangers ». C'est le sens des visites au Portugal des britanniques Callaghan et Soames, comme des pèlerinages militants de Palme, de Brandt et de Mitterrand en faveur du PS portugais. Edward Kennedy lui-même s'est mis de la partie, ainsi que les grands journaux financiers liés au capitalisme « avancé », qui encensent Soares, l'homme du Marché commun (et du « plan Marshall portugais » proposé dans *L'Express* par Jean-François Revel). Cette activité cache aussi des transactions plus prosaïques : le journal de Berlin-ouest *Extra*, défenseur des positions de la



victoire de l'impérialisme à São Tomé et Príncipe ?

Gastao Torres, ministre du Travail et de la Justice, et Pedro Umbelino, ministre de la Communication Sociale, du gouvernement de transition des îles de São Tomé et Príncipe, tous deux membres du Bureau Politique du Mouvement de Libération de São Tomé et Príncipe (MLSTP), ont appris leur démission par la radio et se sont retrouvés le même jour à Lisbonne (28 mars) : ce sont là les premières conséquences de la récente crise politique grave dans ces ex-colonies portugaises. A la suite des deux ministres, représentants de l'aile progressiste du MLSTP, vingt militants de l'ex-Association Civique pro-MLSTP ont dû quitter leur pays « par crainte de représailles » (cette association représentait la base militante et progressiste du MLSTP après le 25 avril, et avant l'entrée de la direction du mouvement dans le pays, le 21 décembre 1974). Les deux ministres ont été remplacés par un ancien fasciste représentant São Tomé et Príncipe en 1973 au Congrès de Tomar de l'ex-ANP salazariste et par Carlos Graça, personnalité très liée au président gabonais Albert Bongo et aux cercles spinolistes du pays (l'ex-Front Populaire Libre). La gauche du MLSTP accuse le Haut-Commissaire portugais à São Tomé de couvrir ce « véritable putsch de droite ». La presse portugaise a gardé sur l'affaire un silence presque total.

Les îles de São Tomé et Príncipe constituent un véritable porte-avion potentiel pouvant surveiller l'ensemble de l'Afrique Equatoriale, en particulier les immenses réserves de pétrole qui vont du Nigéria à l'Angola. Ces îles ont joué un grand rôle dans l'approvisionnement de la sécession bialfraise, et ne sont distantes que d'une heure d'avion de Cabinda, le « nouveau Koweït » angolais, propriété de la Gulf Oil Corp. Des prospections de pétrole ont aussi commencé à avoir lieu dans les îles depuis 1971 et sont le fait de la compagnie Ball-Collins à capitaux américains et anglais. Des liens multiples lient São Tomé et Príncipe au Gabon et à la France. La seule grande entreprise étrangère, la CETO (mise en bouteille de bière et de vin), est à capitaux français de Bordeaux et liée à l'entreprise-sœur Sobraga au Gabon. Les terres qui produisent du café et du cacao sont, à cent pour cent, la propriété de colonialistes portugais, gabonais et français, et représentent 93 % des terres (les autres 7 % sont morcelés en 11 000 propriétés — des véritables mini-potagers). Depuis des années, la direction du MLSTP était installée à Libreville et le mouvement, du point de vue financier, dépend entièrement du gouvernement gabonais. Le Gabon s'est associé avec la République populaire du Congo et le Zaïre, pour déclarer que Cabinda ne faisait pas partie intégrante du territoire angolais et appuie le mouvement sécessionniste du FLEC (dont un des dirigeants, Tchiloufou, fut directeur de ELF-Congo). Il est vrai que ELF et la Compagnie Française des Pétroles ont des gros intérêts dans la région, et que le gisement de la Gulf Oil à Mayumba (Gabon) doit entrer en production cette année... Dernièrement, des prospections laissent penser que São Tomé et Príncipe ont de grandes réserves de fer : or c'est la US Steel qui détient 41 % du capital de la société exploitant le manganesse de Moanda au Gabon et la Bethlehem Steel qui possède 20 % de la Soffimer qui est intéressée au minerai de fer de Bellinga (Gabon)... Une victoire de l'impérialisme à São Tomé et Príncipe serait donc lourde de conséquences et donnerait une base stratégique à toutes les forces réactionnaires qui conspirent pour imposer une domination néo-coloniale aux peuples d'Afrique australe.



RASSUREZ-VOUS BRAVES GENS L'AMBASSADEUR AMERICAIN N'A PAS ENCORE QUITTE LISBONNE



La réunion secrète de l'ELP à Salamanca, le 15 février. « Morgan » Guérin Sérac est le 2e à partir de la gauche.

gauche du SPD, a parlé de grosses sommes remises par le SPD à l'aile droite du PSP pour contribuer à la propagande anti-communiste...

Deuxième plan sur lequel se déploie l'offensive contre-révolutionnaire : le sabotage de l'économie portugaise. Nous en savons plus, à ce sujet, depuis la conférence de presse, tenue le 1^{er} avril, par le syndicat des employés de banque de Lisbonne. Grands capitalistes portugais et entreprises étrangères licencient à tour de bras, s'abstiennent de payer les salaires, exportent massivement les devises, suspendent leurs projets d'investissements. C'est ainsi qu'ITT a licencié en un an près de 70 % du personnel de ses filiales portugaises. On ne compte plus les patrons ou les administrateurs — comme à la Texas Instrument ou à la Sogental — qui s'enfuient avec la caisse en oubliant leurs salariés. La banque Borges et Irmao avait créé des dizaines d'entreprises fantômes qui lui ont permis de sortir le maximum d'argent du pays. Depuis le 25 avril 1974, aucun grand investissement n'a été réalisé au Portugal, alors qu'au moins 16 entreprises internationales (dont la Exxon, la Mobil Oil, la Richard Costain, la Dow Chemical) en avaient prévus (100 millions de dollars pour la Dow Chemical). Et la Banque Mondiale a déclaré qu'elle ne pourrait envisager un prêt au Portugal qu'après les élections !

A l'extérieur, on s'en prend à l'émigration. Prétextant de la crise économique, la RFA menace de renvoyer au Portugal des dizaines de milliers de travailleurs émigrés, qui viendraient y grossir les rangs des chômeurs. Tandis que Genschner promet à Franco que les Espagnols ne seront pas trop touchés, on multiplie en Allemagne fédérale les tracasseries administratives à l'égard des Portugais : restrictions aux droits de résidence et d'amener sa famille, expulsion du pays en cas de licenciement, etc. De leur côté, les banques portugaises à l'étranger ont tout fait pour bloquer les devises envoyées au pays par les émigrés. En France, la banque Pinto et Sotto Mayor, avec la protection des autorités françaises, s'est particulièrement distinguée. Propriété de l'industriel Champalimaud, elle reçut l'appui de plusieurs prêteurs portugais qui, comme le père Martins à Saint-Maur, disaient à leurs ouailles de ne pas envoyer d'argent au Portugal, mais de le déposer à la banque, qualifiée de « banque du peuple » ! Et cet argent servait à financer la propagande contre-révolutionnaire... A l'extérieur toujours, une campagne est lancée pour saboter le tourisme.

En troisième lieu, ayant constaté sa relative faiblesse au Portugal même, le capitalisme international s'attaque aux « maillons faibles » du processus, c'est-à-dire là où les conditions lui sont les plus favorables : les Açores et les anciennes colonies, en particulier l'Angola. La tactique est partout la même : appuyer ou créer des mouvements pro-capitalistes, dans le but de liquider les forces progressistes et révolutionnaires locales.

l'enjeu angolais

Aux Açores, la CIA a infiltré des centaines d'agents qui apportent leur « aide technique » à un Mouvement, créé pour la circonstance, pour l'Autodétermination du Peuple Açorien (MAPA). S'appuyant sur l'importante colonie açorienne des USA, manipulée par la propagande de droite, le MAPA va même jusqu'à préconiser des liaisons avec les USA analogues à celles qui leur soumet déjà Porto-Rico ! On imagine la formidable pression que peuvent ainsi exercer les Etats-Unis sur le gouvernement portugais. Fin mars, le gouvernement de Guinée-Bissau fait échouer une conspiration qui visait à assassiner les dirigeants du PAIGC et à empêcher la décolonisation des îles du Cap-Vert. Au même moment, une autre conspiration est découverte au Mozambique. Dans les deux cas, on trouve des ex-agents de la PIDE-DGS (police politique de Salazar), des ex-« commandos africains », et des complicités dans la bourgeoisie coloniale portugaise et jusque dans l'armée.

Mais c'est en Angola que se déroule la plus grande offensive de l'impérialisme. Appuyé par le Zaïre de Mobutu, le FNLA de Roberto Holden, pour pallier son inexistence politique sur le terrain, y infiltre des milliers d'hommes suréquipés, dont un grand nombre font même partie de l'armée régulière zaïroise. Pratiquant une politique de terreur à l'égard des populations, se conduisant comme en pays conquis, publiant des tracts et des journaux ouvertement fascistes et pro-impérialistes, empêchant la nationalisation des banques par sa présence au gouvernement de transition, le FNLA a pour objectif de liquider physiquement l'avant-garde révolutionnaire du peuple angolais organisée dans le MPLA, et d'implanter un régime néo-colonial.

Cette offensive est coordonnée au plus haut niveau par Nathanael Davis, qui vient d'être nommé sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines. Ce Davis a déjà été le coordinateur du coup d'Etat de Pinochet au

de l'Orchestre noir à l'ELP

A la fin du mois de mars, le colonel Corvacho qui commande la région militaire de Porto, révélait, au cours d'une conférence de presse, l'existence d'une Armée de Libération Portugaise (ELP) basée à Madrid. Son but : mettre fin par tous les moyens à l'expérience révolutionnaire portugaise. Les arrestations opérées par le MFA, à la veille du coup d'Etat avorté du 11 mars, de treize membres de l'ELP, permettent aujourd'hui d'en savoir plus sur cette mystérieuse force fasciste.

La direction de l'organisation utilise les couvertures de deux sociétés, la Technomotors et la Mariano Lana Villacampa, établies dans la capitale espagnole. Parmi les employés de ces firmes figuraient les amateurs principaux de l'ELP : un ingénieur voyageant sous l'identité guatémaltèque d'Hugues Castor Franklin (alias Castor) et un certain Morgan. On retrouve bien le nom de ce H.C. Franklin sur les listes des hôtels de Porto au début du mois de mars. Par ailleurs, selon des sources bien informées, le personnage de Morgan ne serait autre que le chef de « l'Orchestre noir », Yves Guillou, plus connu sous le nom de Guérin-Sérac. Cette présence de l'ex-directeur d'Aginter-Pressa pourrait alors signifier que l'ELP a réembauché les « journalistes » de cette officine et les mercenaires du groupe militaire Paladín (autrefois basé à Alicante), tous au mal de reconversion. Dans cette optique, il est intéressant de constater que le financement des deux activités-bidons est assuré par la banque d'Avila où le prince Borghese avait de nombreux intérêts. Les quelques éléments connus de l'ELP permettent ainsi de remonter jusqu'à la « piste noire » italienne, montrant, si besoin était, que le Portugal préoccupe au plus haut point le fascisme européen. Et derrière lui... ?

Il semble aussi que les services de renseignement du MFA aient eu connaissance très tôt de la création de l'ELP. Le 15 février dernier, la réunion que tenait à Salamanca, à la frontière hispano-portugaise, une fraction de l'ELP était déjà surveillée. C'est au cours de cette réunion que les fascistes de l'ELP — qui entretenaient des liens avec les spinoïstes — auraient décidé un appui tactique au coup d'Etat projeté pour le 11 mars. Le 17 février, les plans des spinoïstes — mentionnant l'attaque de la caserne du RAL 1 par hélicoptère — que possédait l'ELP, seraient tombés aux mains du MFA, livrant par là-même le scénario détaillé du putsch. Ce ne serait pas le moindre paradoxe de ce coup d'Etat lamentablement manqué que de voir Spinoza « trahi » par plus à droite que lui... ! Y. H. ■

Chili. Sur sa feuille de service figure également la campagne de « pacification » qui, de 1968 à 1971, s'est soldée par 20.000 morts au Guatemala. Il est assisté sur place par deux vieux compères, eux aussi « rodés » par les putschs latino-américains : le nouvel ambassadeur US en Afrique du Sud et l'agent du la CIA W.G. Bowdler.

Enfin, quatrième plan sur lequel se déroule son offensive, le capitalisme international s'emploie à restructurer la droite portugaise. Une organisation terroriste, connue sous le nom de « Armée de Libération Portugaise » (ELP, cf encadré), est financée par des fonds étrangers. Et la réaction cherche à utiliser les émigrés portugais comme masse de manœuvre. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis les journaux *Portuguese Times*, de New Bradford, et *Lu-so Americano*, de Newark, ont lancé une grande campagne contre « l'escalade totalitaire communiste » au Portugal. Avec l'aide du sénateur Sarasin, d'origine portugaise, ils essaient de monter une grande manifestation d'émigrés devant la Maison Blanche et organisent l'envoi massif de télégrammes au Sénat américain demandant que les Etats-Unis condamnent publiquement le nouveau régime portugais. Au Canada, le *Jornal Português* se lance dans des opérations similaires. En Allemagne fédérale et en Suisse, c'est par des meetings pour émigrés que la droite procède.

Si l'on en juge par les ennemis qu'il se fait, le processus portugais ne doit pas être anodin...

Carlos de Sa Rêgo ■